

Compte rendu du Comité syndical intervenant en substitution du Comité d'exploitation de la Régie Velib'

Séance du 31 mars 2022, à distance

Le trente-et-un mars deux mille vingt-deux, à 09h30, le Comité syndical intervenant en substitution du Comité d'exploitation de la Régie Velib', dûment convoqué le vingt-cinq mars deux mille vingt-deux, s'est réuni à distance via Microsoft Teams, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice :	106
Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice :	2
Nombre de délégués présents ou représentés :	58 (dont 8 pouvoirs)
Nombre de personnalité qualifiée extérieure présente :	0

Étaient présents :

Titulaires (42) :

Simon Burkovic (Arcueil), Jean-François Ploteau (Argenteuil), Bruno Tudor (Bagneux), Edith Felix (Bagnolet), Stephanka Toussaint (Bois-Colombes), Vincent Mezure (Bougival), Yann Viguie (Champigny-sur-Marne), Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), Léopold Michallet (Colombes), Sylvie Simon-Deck (Créteil), Sophie Merchat (Enghien-les-Bains), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Christophe Bernier (Gennevilliers), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Frédéric Raymond (Le Kremlin-Bicêtre), Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Farid Hemidi (Malakoff), Olivier Stern (Montreuil), Vincent Soulage (Nanterre), Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine), Antoine Gougeon (Nogent-sur-Marne), Florent Lacaille-Albige (Noisy-le-Sec), Sylvain Raifaud (Paris), François Vauglin (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison), Capucine du Sartel (Saint-Cloud), Christophe Piercy (Saint-Denis), Tiffany Culang (Saint-Mandé), Sabrina Decanton (Saint-Ouen), Patrice Pattée (Sceaux), Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), Emmanuel Lion (Versailles), Thierry Duboc (Villejuif), Robin Louvigné (Vincennes), Alix Bougeret (Région Ile-de-France), David Daoulas (Grand Paris Seine Ouest), Florence de Pampelonne (Grand Paris Seine Ouest), Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest), Alain Mathioudakis (Grand Paris Seine Ouest), Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest).

Suppléants avec voix délibératives (8) :

Tristan Legendre (Bourg-la-Reine), David Petiot (Cachan), Clothilde Choffrut (Le Pré-Saint-Gervais), Matthieu Devriendt (Montrouge), Sophie Delamotte (Suresnes), Marie-Claude Huart (Grand Paris Grand Est), Frank-Eric Morel (Grand Paris Seine Ouest), Patrick de la Marque (Grand Paris Seine Ouest).

Excusés ayant donné pouvoir (8) :

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine) à Patrice Pattée, Marc Feugère (Chatenay-Malabry) à Jean-Paul Mordefroid, Serge Kehyayan (Clamart) à M. Houcini, Christophe Paquis (Les Lilas) à Christophe Bernier, Pierrick Amella (Pantin) à Edith Felix, Julie Lefebvre (Romainville) à David Petiot, Patrick Ollier (MGP) à Sylvain Raifaud, Christophe Najdovski (MGP) à François Vauglin.

Suppléant sans voix délibérative :

Sidi Chiakh (Le Kremlin-Bicêtre).

Assistaient également à la séance : Yannick Cabaret, Directeur général, Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, Marthe Ozbolt, Directrice de la communication et du marketing, Hugues Celier, Directeur des techniques, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 13 décembre 2021
2. Délibérations relatives au **Budget annexe Velib'** :
 - Avis sur le compte de gestion 2021 du Budget annexe Velib' (VM 2022 01)
 - Avis sur le compte administratif 2021 du Budget annexe Velib' (VM 2022 02)
 - Avis sur l'affectation du résultat 2021 du Budget annexe Velib' (VM 2022 03)
 - Avis sur le budget primitif 2022 du Budget annexe Velib' (VM 2022 04)
3. Fixation des dispositions financières liées au déploiement et l'exploitation d'une station Velib' financée par un opérateur privé (VM 2022 05)

Le Président a ouvert la séance à 10 heures 12 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme Geneviève Gaillabaud est désignée secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal du 13 décembre 2021

Le Président soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 13 décembre 2021.

Le procès-verbal du Comité Syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 13 décembre 2021 est approuvé à l'unanimité.

2. Délibérations relatives au Budget annexe Velib' :
 - **Délibération VM 2022 01 – Avis sur le compte de gestion 2021 du budget annexe Velib'**

Le Président rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur et qu'il doit être approuvé préalablement au compte administratif.

Le Président, après s'être assuré que d'une part, le comptable public a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui des titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et que d'autre part, il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures, certifie que le présent compte de gestion concorde avec le compte administratif du budget annexe Velib' Métropole.

Le Président déclare que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2021 par le comptable, visé et certifié n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

En conséquence, le Président d'Autolib' et Velib' Métropole invite le Comité syndical à émettre un avis sur le compte de gestion du comptable public de l'exercice 2021 statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et notamment l'article 14,

Vu l'instruction budgétaire M14,

Considérant :

- *Qu'il y a lieu d'émettre un avis sur le compte de gestion 2021 en annexe, tenu par la Direction Régionale des Finances publiques d'Ile de France et du département de Paris.*
- *Que le compte de gestion et le compte administratif de l'exercice 2021 sont conformes.*

Le Comité syndical, intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, EMET UN AVIS FAVORABLE, à l'unanimité, sur le compte de gestion de l'exercice 2021 dressé par le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile de France et du Département de Paris.

- **Délibération VM 2022 02 – Avis sur le compte administratif 2021 du budget annexe Velib'**

Monsieur Sylvain Raifaud, désigne Monsieur Patrice Pattée pour présider le compte administratif et quitte la séance.

Conformément à la réglementation en vigueur, l'ordonnateur est tenu de rendre compte des opérations budgétaires exécutées sur chaque exercice comptable. Le compte administratif est le document qui récapitule les réalisations effectives de l'exercice N-1, en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice 2021 de l'ordonnateur et doit être approuvé par l'assemblée délibérante. Pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021, les

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	50 526 761,11	49 921 026,77
	Section d'investissement	16 101,68	55 614,70
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)		349 496,42
	Report en section d'investissement (001)		27 172,78
TOTAL		50 542 862,79 =A+B+C+D	50 353 310,67 =G+H+I+J

RESTES A RÉALISER A REPORTER EN N+1	Section de fonctionnement		
	Section d'investissement		
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	=E+F	=K+L
RESULTAT CUMULÉ	Section de fonctionnement	50 526 761,11 =A+C+E	50 270 523,19 =G+I+K
	Section d'investissement	16 101,68 =B+D+F	82 787,48 =H+J+L
	TOTAL CUMULE	50 542 862,79 =A+B+C+D+E+F	50 353 310,67 =G+H+I+J+K+L

Dépenses de fonctionnement :

50,52 M€ ont été dépensés cette année pour 52,71 M€ de crédits initialement votés :

- 48,9 M€ concernent le paiement du marché Velib' :
 - 40,97 M€ pour le forfait et BPU et autres commandes (neutralisations, déposes de stations...) ;
 - 0,34 M€ concerne un acompte pour la commande de nouvelles stations ;
 - 0,11 M€ pour l'exploitation des vélos à assistance électrique supplémentaires ;
 - 1,16 M€ pour l'indemnité vol et vandalisme ;
 - 3,18 M€ pour l'intéressement sur les recettes
 - 1,99 M€ pour la surutilisation des vélos à assistance électrique (avenant 8).
- 1,32 M€ au titre des frais de personnel contre 1,33 M€ en 2020.
- 0,27 M€ de charges à caractère général contre 0,21 M€ en 2020.

Recettes de fonctionnement :

Le budget annexe Velib' a enregistré 49,92 M€ de recettes en 2021, pour 52,36 M€ budgétés durant l'année.

- 29,51 M€ de contributions des collectivités, soit 24,3 M€ des collectivités plus 5,21 M€ de la Métropole du Grand Paris ;
- 20,2 M€ de recettes usagers soit un niveau quasiment similaire à 2020 ;
- 0,56 M€ au titre des remboursements de neutralisations et déposes contre 0,28M€ en 2020.

Résultat de fonctionnement (déficit) : - 605 734,34 €

Le déficit de la section de fonctionnement s'explique principalement du fait de l'impact de la crise sanitaire générant une baisse du recours au service, engendrant de fait un niveau de recettes usagers inférieur à nos prévisions budgétaires.

Dépenses d'investissement :

16 101,68 € ont été dépensés cette année pour 87 787,48 € de crédits initialement votés :

- 10 000 € au titre des remboursements de cautions des neutralisations.

Recettes d'investissement :

Le budget annexe Velib' a enregistré 55 614,70 € de recettes en 2021 pour 87 787,48 € budgétés dans l'année.

- 55 000,00 € au titre des cautions de neutralisations.
- 614,70 € d'opérations d'ordre.

Résultat d'investissement (excédent) : + 39 513,02 €

Il est proposé aux membres de l'assemblée délibérante d'examiner et d'émettre un avis sur le compte administratif 2021 du budget annexe Velib' Métropole joint en annexe.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire M14,

Vu le rapprochement des comptes entre la comptabilité de l'ordonnateur et celle du comptable public,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et notamment l'article 14,

Considérant que Monsieur Patrice Pattée a été désigné pour présider l'adoption du compte administratif,

Considérant que Monsieur Sylvain Raifaud, Président, s'est retiré pour laisser la présidence à Monsieur Patrice Pattée pour le vote du compte administratif,

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, EMET UN AVIS FAVORABLE, à l'unanimité, aux opérations effectuées par l'ordonnateur au cours de l'exercice 2021 présentées dans le compte administratif joint en annexe. Ci-dessous la synthèse par section :

Section Fonctionnement :

- Recettes : **49 921 026,77 euros**
- Dépenses : **50 526 761,11 euros**

Soit un déficit de fonctionnement de l'exercice 2021 : **- 605 734,34 euros.**

Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : **- 256 237,92 euros,** compte tenu de l'excédent 2020 reporté de : **+ 349 496,42 euros.**

Section Investissement :

– Recettes : **55 614,70 euros**

– Dépenses : **16 101,68 euros**

Soit un excédent d'investissement de l'exercice 2021 de : **+ 39 513,02 euros.**

Soit un résultat global cumulé d'investissement de : **+ 66 685,80 euros**, compte tenu de l'excédent reporté de 2020 : **+ 27 172,78 euros.**

Soit un DEFICIT global de clôture 2021 : - 189 552,12 euros

A la suite du vote, **Monsieur Sylvain Raifaud** reprend la Présidence.

- **Délibération VM 2022 03 – Avis sur l'affectation du résultat 2021 du budget annexe Velib'**

Le compte administratif 2021 de la régie Velib' fait apparaître pour la section de Fonctionnement et la section d'Investissement les résultats suivants :

Section Fonctionnement :

- Recettes : **49 921 026,77 euros**

- Dépenses : **50 526 761,11 euros**

Soit un déficit de fonctionnement de l'exercice 2021 : **- 605 734,34 euros.**

Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : **- 256 237,92 euros**, compte tenu de l'excédent 2020 reporté de : **+ 349 496,42 euros.**

Section Investissement :

– Recettes : **55 614,70 euros**

– Dépenses : **16 101,68 euros**

Soit un excédent d'investissement de l'exercice 2021 de : **+ 39 513,02 euros.**

Soit un résultat global cumulé d'investissement de : **+ 66 685,80 euros**, compte tenu de l'excédent reporté de 2020 : **+ 27 172,78 euros.**

Soit un DEFICIT global de clôture 2021 : - 189 552,12 euros

Il est proposé au Comité syndical d'affecter ces résultats comme suit :

Au compte 002 : résultat de fonctionnement reporté (**déficit à reporter en dépenses de fonctionnement**) : **256 237,92 euros.**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le compte de gestion 2021 et le compte administratif 2021,

Vu les statuts du Syndicat et notamment l'article 14,

CONSIDERANT les résultats cumulés 2021, faisant apparaître :

- *Un excédent de la section d'investissement de : **+ 66 685,80 euros***
- *Un déficit de la section de fonctionnement de : **- 256 237,92 euros***

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, EMET UN AVIS FAVORABLE, à l'unanimité, sur l'affectation en report à nouveau en section de fonctionnement : 256 237,92 € (compte 002 : solde déficit reporté).

- **Délibération VM 2022 04 – Avis sur le budget primitif 2022 du budget annexe Velib'**

Le budget primitif 2022 budget annexe du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole a pour objet de prévoir et d'autoriser les recettes et dépenses de la compétence optionnelle Velib' gérée sous forme d'une régie dotée de l'autonomie financière.

BUDGET ANNEXE de la Régie Autonome Velib'

Le budget annexe Velib' fait l'objet d'inscriptions budgétaires sur le budget annexe du Syndicat, sur la base des engagements financiers liés au service Velib' dans le cadre du marché public en cours.

**Dépenses de fonctionnement
(55 919 564,80 €)**

• **Dépenses réelles de fonctionnement (55 658 131,26 €) :**

Le paiement annuel de la prestation au forfait marché Velib' pour 1 050 stations
Le paiement annuel de la prestation au BPU soit 350 stations hors Paris commandées
44 434 855,98 € soit 79,84 % des dépenses réelles

Le marché Velib' prévoit un versement sur 15 ans, découpé annuellement. Ce montant est indexé chaque année. Pour 2022, l'indexation du marché est de 13 % contre 5,3 % l'an dernier.

La forte progression de l'indice d'actualisation du marché découle de deux indices :

- l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBIQ – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements +19,7 % ;
- l'indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHTrev-TS) - Industries mécaniques et électriques + 0,8 %.

Les prestations complémentaires
3 292 146,20 € soit 5,92 % des dépenses réelles

Les prestations particulières réalisées à la demande des communes ou du syndicat sont prévisibles. Elles sont possibles dans le cadre du marché Velib' sur la base du bordereau des prix unitaires prévu en annexe des conventions de superposition du domaine public et de financement, signées entre le Syndicat et les Collectivités.

Ce poste budgétaire 2022 intègre la création et l'exploitation de 41 stations supplémentaires et le coût d'exploitation annuel pour une part de 40 % de vélos à assistance électriques.

Autres charges à payer au titulaire du marché
5 830 500 € soit 10,48 % des dépenses réelles dont :

3 610 500 € au titre de l'intéressement sur les recettes usagers 2021, ainsi que 630 000 € pour la surutilisation des VAE.

1 590 000 € au titre de l'indemnisation pour les vélos volés et vandalisés, ce montant est capé à 10 % de la flotte de vélos en moyenne sur l'année précédente.

Les charges du personnel affecté (385 000 €) à la Collectivité et le remboursement du personnel mutualisé (1 060 000 €)
1 445 000 € soit 2,60 % des dépenses réelles

La masse salariale globale du Syndicat (budget principal et budget annexe) représente 1 720 200 € en 2022 contre 1 754 400 € en 2021 soit une baisse de 1,95 %.

Pour rappel la répartition de la masse salariale entre les deux budgets a été revue en 2022, l'inscription sur le budget général augmente alors que celle sur le budget annexe diminue. La refacturation entre les deux budgets est, elle aussi, ajustée pour tenir compte de cette nouvelle répartition.

Les charges de gestion courante réalisées sur le Budget Autolib' pour le compte du budget annexe (refacturation)

230 000 € soit 0,42 % des dépenses réelles.

Autres charges (les dépenses de prestation de service, études et honoraires)

425 629,08 € soit 0,77 % des dépenses réelles

Ce poste comprend les honoraires, les dépenses de conseils juridiques, d'assistance à maîtrise d'œuvre et de communication, ainsi que les charges de gestion courante dédiées au service Velib'. Cette année ce montant intègre le lancement d'un audit du marché.

- **Le déficit de fonctionnement reporté : 256 237,92 €**

- **Dépenses d'ordre : 5 195,62 €**

Les dépenses d'ordre correspondent aux amortissements du matériel et mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

Recettes de fonctionnement (55 919 564,80 €)

Les principales recettes du budget annexe Velib' sont composées de la manière suivante :

- **Recettes réelles de fonctionnement 55 919 564,80 €**

Les recettes des usagers

21 840 799,79 € soit 39,06 % des recettes réelles

Les recettes usagers inscrites en 2022 sont très légèrement supérieures par rapport à l'exercice 2021 (plus 70 k€), bien que la réalisation effective 2021 soit inférieure de 1,7 M€ par rapport aux prévisions initiales. En effet, le déploiement du service, l'augmentation du nombre de vélos à assistance électriques, mais aussi le nombre d'abonnés croissant constaté entre 2019 et 2020 a été atténué par les effets de la crise sanitaire en 2021, l'inscription budgétaire 2022 reste donc prudente.

La Contribution de la Ville de Paris à l'exploitation et fonctionnement du service

20 200 000 € soit 36,13 % des recettes réelles

Cette contribution est inscrite sur la base de 1 010 stations au tarif de 18 800 € par station pour l'exploitation et 1 200 € pour le fonctionnement du syndicat, soit 20 000 € par station au total.

La Contribution des Collectivités hors Paris à l'exploitation du service

4 550 000 € soit 8,14 % des recettes réelles

Cette contribution est inscrite sur la base de 455 stations au tarif de 8 800 € par station pour l'exploitation et 1 200 € pour le fonctionnement du syndicat, soit 10 000 € par station au total.

La subvention de la Métropole du Grand Paris

6 404 999,98 € soit 11,47 % des recettes réelles

Cette subvention est arrêtée dans le cadre de la convention financière signée entre le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et la Métropole du Grand Paris. Elle est découpée en deux volets : 3 920 000 € pour l'exploitation du service et 100 000 € de contribution de fonctionnement, arrêtée forfaitairement sur la base de 200 équivalents stations et augmentée en 2022 de 2 384 999,98 € consécutivement à la création de 63 nouvelles stations sur le territoire.

Les prestations complémentaires

350 000 € soit 0,63 % des recettes réelles

Des prestations complémentaires (déplacement, fermeture de station...) réalisées à la demande des collectivités adhérentes à la compétence Velib' sont à prévoir. Elles sont financées par les collectivités demandeuses dans le cadre du marché Velib', sur la base du bordereau des prix unitaires prévu en annexe des conventions de superposition du domaine public et de financement, signées entre le Syndicat et les Collectivités. D'autres prestations sont demandées par des tiers (neutralisation) et leur sont refacturées.

Les remboursements sur autres charges sociales

6 000 € soit 0,01 % des recettes réelles

Ces remboursements sont exclusivement constitués par la part de la charge des tickets restaurant du personnel.

Les mandats annulés sur exercices antérieurs

457 339,03 € soit 0,82 % des recettes réelles

L'inscription correspond à l'annulation des mandats concernant des prestations du BPU payées en 2020 et 2021 et finalement non réalisées.

Les pénalités appliquées au titulaire du marché

2 110 426 € soit 3,78 % des recettes réelles

Ce montant vaut acompte pour la période de janvier à octobre 2021 et est relatif aux critères 2A pour le temps de prise en charge au centre de relation client, 2B pour les réponses aux courriers, 3C pour la disponibilité des fonctionnalités de la station et 3D pour la propreté des vélos et des stations.

**Dépenses d'investissement
(131 881,42 €)**

• **Dépenses réelles d'investissement (131 881,42 €) :**

Les dépenses d'investissement sont essentiellement constituées de cautions pour un montant de 105 000 €, l'on retrouve seulement 60 000 € dans les recettes d'investissement, car 45 000 € sont consacrés aux remboursements de cautions des exercices antérieurs. Les autres dépenses sont relatives à l'acquisition de nouveaux mobiliers, matériels informatiques et bureautiques.

**Recettes d'investissement
(131 881,42 €)**

• **Recettes d'ordre (5 195,62 €) :**

Ces recettes d'ordre sont le pendant des dépenses d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements du matériel et mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

- **Résultat d'investissement reporté (66 685,80 €)**
- **Cautions (60 000 €)**

Bilan

La section de fonctionnement est équilibrée.

La section d'investissement est équilibrée.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat;

Vu l'instruction budgétaire M14 ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;

Vu la délibération 2010 08 du 25 février 2010 relative aux amortissements des immobilisations ;

Vu la délibération 2012 26 du 13 septembre 2012 relative à l'amortissement des subventions ;

Vu la délibération 2016 30 du 19 octobre 2016 relative à l'amortissement des subventions ;

Vu la délibération 2017 23 du 10 mars 2017 portant création de la régie autonome Velib' ;

Vu la délibération 2022 02 du 18 février 2022 relative au Débat d'Orientations Budgétaires ;

Le Comité syndical, intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, EMET UN AVIS FAVORABLE à l'unanimité, sur le budget primitif du budget annexe « Régie Velib' » pour l'exercice 2022 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 55 919 564,80 euros
- Recettes : 55 919 564,80 euros

Investissement

- Dépenses : 131 881,42 euros
- Recettes : 131 881,42 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

3. Délibération VM 2022 05 - Fixation des dispositions financières liées au déploiement et à l'exploitation d'une station Velib' financée par un opérateur privé :

Le Syndicat Autolib' et Velib' Métropole par le titulaire du marché Velib' exploite un service de location de vélos mécaniques et électriques en libre-service qui répond au fonctionnement des services publics de transport maillés. Son efficacité répond à la double exigence d'un maillage correctement établi et d'un dimensionnement des stations correspondant aux besoins des usagers.

La technologie retenue qui permet d'offrir des vélos électriques, de limiter de manière conséquente le vandalisme et d'augmenter la capacité des stations, nécessite d'implanter de nouvelles stations électrifiées pour l'essentiel sur les voiries, voire sur d'autres espaces publics ou privés dès lors qu'ils sont accessibles au public 24h/24.

Le nombre de stations implantées est fonction des besoins, étant entendu qu'un maillage suffisamment fin, cohérent et continu constitue une condition nécessaire à son bon fonctionnement. Ce maillage pour être efficace doit s'envisager dans un territoire plus large que les limites communales afin d'opérer le meilleur service public possible pour les usagers.

Le marché Velib' VM 201701-1 dispose dans le programme fonctionnel définitif clauses administratives à l'article 6.4 « Participation au financement du service par des tiers » que « *des stations pourront être implantées à la demande de tiers relayée par le titulaire ou le pouvoir adjudicateur. Les vélos-stations concernées peuvent être installées sur le domaine des collectivités membres du pouvoir adjudicateur mais également sur la propriété de tiers au contrat. Dans ce second cas, elles sont librement accessibles à tous les usagers du service en permanence dans les mêmes conditions que les autres stations du dispositif. Cette station est intégrée dans le dispositif global. Sur la propriété privée, une convention précise en outre les modalités de mise à disposition et d'occupation du domaine privé à titre gratuit. Ces implantations feront suite à l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.* »

Il est également précisé que « une convention est signée entre le tiers et le pouvoir adjudicateur. Cette convention précise notamment le montant total et les modalités de financement. Le pouvoir adjudicateur émet un ordre de service au titulaire pour cette station. »

Dans ce cadre, il convient de fixer l'ensemble des prix requis pour permettre le déploiement et l'exploitation des stations financées par un opérateur privé.

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;
Vu les statuts de la Régie autonome Velib' ;
Vu le marché de vélos en libre-service-Velib' notifié le 9 mai 2017 ;*

Le Comité syndical en substitution du Conseil d'exploitation de la Régie Velib', après en avoir délibéré, DECIDE, à l'unanimité,

Article 1 : de fixer le tarif forfaitaire d'installation d'une station Velib' financée par un opérateur privé en application de l'article 6.4 du programme fonctionnel définitif clauses administratives (PFAD) du marché Velib' VM 201701-1 à 60 500 euros hors taxe hors indexation.

Ce montant est dû par l'opérateur privé à la signature de la convention signée avec le Syndicat qui en détaillera les conditions techniques conformément aux dispositions de l'article 6.4 du PFAD, hors prix des prestations complémentaires éventuelles fixées à l'article 3.

Article 2 : de fixer le tarif d'exploitation annuel d'une station Velib' financée par un opérateur privé en application de l'article 6.4 du PFAD du marché Velib' VM 201701-1 à 18 000 euros hors taxe hors indexation.

Ce montant est dû chaque année selon des modalités de paiement et les conditions techniques fixées dans la convention prévue en application des dispositions de l'article 6.4 du PFAD, hors prix des prestations complémentaires éventuelles fixées à l'article 3.

Article 3 : de fixer les prix des prestations complémentaires, hors taxe et hors indexation dus par les opérateurs privés signataires d'une convention avec le Syndicat en application des dispositions de l'article 6.4 du PFAD, tels que décomposés en annexe 1 de la présente délibération.

Article 4 : de fixer l'indexation applicable aux présents tarifs telle que définie en annexe 2.

Article 5 : dit que le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Annexe 1 à la délibération VM 2022 05

Prix des prestations complémentaires dus par les opérateurs privés signataires d'une convention avec le Syndicat en application des dispositions de l'article 6.4 du PFAD

Type de prestation	Prix de la prestation (hors taxe hors indexation)
AUGMENTATION DE LA TAILLE DE LA VELO-STATION	
Augmentation de la capacité de la vélo-station	2 800 € par paire de points d'accroche (minimum une paire)
Exploitation de points d'accroche supplémentaires	160 € par an par point d'accroche
EXPLOITATION COURANTE DE LA VELO-STATION	
Dépose de vélo-station	530 € par totem 65 € par point d'accroche
Repose de vélo-station	2 200 € par totem 65 € par point d'accroche
Neutralisation d'une vélo-station	135 € pour l'intégralité 50 € par point d'accroche
TRAVAUX	
Forfait de travaux désamiantage – toutes suggestions incluses	15 530 € par station
Diagnostic amiante	575 € par prélèvement
Effaçage, fourniture et mise en œuvre d'un marquage particulier	Sur devis
Fourniture et pose de seuils deux roues (galynettes type de Paris) sans panneau J4	1 530 € par unité
Dépose seuil (y compris réfection de sol)	1 140 € par unité
Fourniture d'un panneau J4	15 € par unité
Fourniture d'un support ou potelet	90 € par unité
Pose d'un panneau de signalisation de type J4 avec support ou d'un potelet de voirie	255 € par unité
Réalisation de liaison inter-station - travaux sous chaussée	1 035 € par mètre linéaire
Réalisation de liaison inter-station - travaux sous trottoir	460 € par mètre linéaire
Raccordement d'une vélo-station par extension de réseaux ENEDIS	Sur devis
Raccordement d'une vélo-station sur un réseau tiers	Sur devis
Etude de faisabilité complémentaire	570 € par unité
Etude de faisabilité et d'exécution complémentaire	1 815 € par unité
Modification orientation totem de 180°	3 120 €
Modification orientation totem autre que 180°	6 680 €
Fourniture et mise en place d'une protection réseaux spécifique	55 € par mètre linéaire
Interventions complémentaires demandées (pour des contraintes extérieures)	715 €

Annexe 2 à la délibération VM 2022-05

Définition de l'indexation applicable aux tarifs fixés par la présente délibération

Les prix visés par les articles 1, 2 et 3 sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur du mois de février 2017.

Les prix sont révisables annuellement au 1^{er} janvier par application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 * \left[0,1 + 0,9 * \left(0,6 * \frac{ICHTrev - TS - IME_n}{ICHTrev - TS - IME_0} + 0,4 * \frac{MIG EBIQ_n}{MIG EBIQ_0} \right) \right]$$

P₀ correspond au montant annuel en valeur date du mois de février 2017

P_n correspond au montant annuel révisé pour l'année « n »

ICHTrev-TS-IME 0 correspond à la valeur de référence, au mois M0, de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Industries mécaniques et électriques publié par l'INSEE (identifiant : 001565183), M0 étant l'indice en vigueur en février 2017 soit l'indice du mois d'octobre 2016, publié le 9 janvier 2017, égal à 118.1.

ICHTrev-TS-IME n correspond à la valeur - du mois d'octobre précédent l'année « n » considérée - de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Industries mécaniques et électriques publié par l'INSEE (identifiant : 001565183).

MIG EBIQ 0 correspond à la valeur de référence, au mois M0, de l'indice mensuel de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements publié par l'INSEE (identifiant : 001652129), M0 étant l'indice en vigueur en février 2017 soit l'indice du mois de novembre 2016, publié le 21 décembre 2016, égal à 105.5

MIG EBIQ n correspond à la valeur - du mois d'octobre précédent l'année « n » considérée - de l'indice mensuel de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements publié par l'INSEE (identifiant : 010534841)

Le coefficient final de variation de prix est calculé sur la base de la sixième décimale et arrondi au millième inférieur. Exemple : Pour 1,034001, le coefficient est arrondi à 1,034.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 11h05.



Le Président,

Sylvain Rajaud